

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 octobre 2023

VISANT À SOUTENIR LES FEMMES QUI SOUFFRENT D'ENDOMÉTRIOSE - (N° 1221)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 33

présenté par

Mme Autain, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

-----

**TITRE**

Rédiger ainsi le titre :

« visant à faire oublier que l'extrême-droite refuse de renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement, nous souhaitons dénoncer l'imposture du Rassemblement national. Cette proposition de loi vise en effet à faire oublier que l'extrême droite refuse de renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique.

Ainsi, le 5 juillet 2023, aucun député RN n'a voté en faveur de la proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique. 35 députés ont même voté contre ! C'est le seul groupe parlementaire qui s'est opposé à ce que plus de femmes occupent des emplois de direction dans la fonction publique en mettant en place la parité et à la création d'un index égalité femme homme dans la fonction publique.

Le 15 juin 2023, en première lecture de ce texte en séance, les 16 députés du groupe Rassemblement national ont même voté contre le fait que « Dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement des services et les particularités de leur organisation, les assemblées parlementaires favorisent l'égal accès des femmes et des hommes aux plus hauts emplois de la fonction publique parlementaire » !

Nous souhaitons rappeler que cette proposition de loi vise à faire oublier que l'extrême droite refuse de renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique. L'extrême droite a toujours été l'ennemie des droits des femmes.